

AD.

Conseil d'Etat - Raad van State 1. 1. 1. 1. - WETGEVING
7 2 OCT 1977
Transmis o. m. Gepresenteerd door de R. <i>Coördinatie</i>

L. 12.934/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 20 septembre 1977, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation des officiers ingénieurs du matériel militaire", a donné le 21 septembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e september 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanwerving en de opleiding van officieren-ingenieurs van het militair materieel", heeft de 21e september 1977 het volgend advies gegeven :

17.OCT.1977

Le projet soulève les observations suivantes.

INTITULE.

Ni dans le projet d'arrêté royal ni dans le projet d'arrêté ministériel, il n'est question de recrutement mais bien de l'admission dans le corps des officiers ingénieurs du matériel militaire. Le recrutement des officiers est réglé par la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.

Dès lors, l'intitulé du projet doit être rédigé comme suit :

"Projet d'arrêté royal relatif à l'admission et à la formation des officiers ingénieurs du matériel militaire".

PREAMBULE.

L'alinéa 1er du préambule doit être omis; il ne constitue pas le fondement direct du projet.

*

Après l'alinéa 2 du préambule, il y a lieu d'insérer l'alinéa suivant :

"Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment l'article 111, 1°".

.../...

Cet article constitue le fondement de l'article 6, § 2, du présent projet.

*

La fin de l'alinéa 3 doit être rédigée comme suit :

"modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1960, 7 janvier 1964, 3 novembre 1964, 26 novembre 1970, 20 juillet 1972, 27 mars 1974, 27 octobre 1976 et 24 juillet 1977;"

*

L'alinéa 4 du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1976 déterminant les corps d'officiers des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 1er, 9°, modifié par l'arrêté royal du 24 juin 1977".

*

L'alinéa 5 du préambule doit être complété comme suit : "modifié par l'arrêté royal du 24 juin 1977".

DISPOSITIF.

L'intitulé du chapitre Ier doit être rédigé comme suit :

"De l'admission et de la formation des officiers de carrière, ingénieurs du matériel militaire".

.../...

Article 1er.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 1er.-

Chaque année, le Ministre de la Défense nationale fixe, en fonction du cadre prévu pour le corps des officiers ingénieurs du matériel militaire, le nombre d'officiers de carrière de la force terrestre qui peuvent être agréés comme candidats officiers ingénieurs du matériel militaire.

Le Ministre détermine l'ancienneté requise dans le grade de sous-lieutenant, et le cas échéant les conditions particulières exigées pour l'accès à des emplois déterminés".

Article 2.

Le § 1er de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Les officiers subalternes de carrière de la force terrestre issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou porteurs d'un des diplômes d'ingénieur civil reconnus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949 peuvent se porter candidats officiers ingénieurs du matériel militaire".

Au § 2, le mot "agrération" doit être remplacé par "agrément". Cette observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

.../...

Article 3.

Le début de cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Les officiers agréés doivent :

- 1° accomplir avec succès un stage probatoire de deux ans dans des établissements techniques militaires déterminés par le Ministre de la Défense nationale ou dans une unité ou un service en rapport avec leur spécialité.

..."

Article 4.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 4.-

Les officiers qui ont satisfait aux conditions fixées par l'article 3 sont proposés au Roi pour être transférés dans le corps des officiers ingénieurs du matériel militaire.

La qualité d'ingénieur du matériel militaire leur est conférée par le Roi".

Cet article trouverait mieux sa place après l'article 5.

Article 5.

Le § 3 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. L'agrément est retiré lorsque l'officier interrompt son stage.

.../...

Toutefois, lorsque le stage a dû être interrompu pour motif de santé, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser l'officier qui le demande à poursuivre sa formation. Cette autorisation est accordée sur proposition motivée du chef d'état-major de la force terrestre et de l'avis conforme d'un médecin militaire".

Dans l'intitulé du chapitre II, les mots "du recrutement" doivent être omis.

Article 6.

Dans cet article, le § 2 constitue une disposition transitoire qui doit figurer dans le chapitre III après l'article 7.

L'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

Le corps des officiers de réserve, ingénieurs du matériel militaire comprend :

1° ...;

2° ... fixée à l'article 2, § 1er, et qui occupent, en dehors des forces armées, un emploi dans les ateliers de fabrication d'armes de guerre, les poudreries ou dans certaines usines spécialisées et qui ont été transférés d'office dans ce corps".

L'intitulé du chapitre III devrait être rédigé comme suit :

"Dispositions transitoires et abrogatoires".

.../...

Article 7.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Les officiers subalternes de carrière de la force terrestre nommés au grade de sous-lieutenant avant le 1er janvier 1966, qui remplissent les conditions fixées à l'article 2, § 1er, et qui ont posé leur candidature aux recrutements d'officiers de carrière ingénieurs des fabrications militaires au cours de l'année 1976 peuvent être agréés comme candidats officiers ingénieurs du matériel militaire.

La durée du stage de ces officiers est fixée à un an".

Comme il a été dit plus haut, il y a lieu d'ajouter après l'article 7, un article qui reprend la matière de l'article 6, § 2, du projet.

En vertu de l'article 111, 1°, de la loi du 13 juillet 1976, seuls les officiers de réserve de la force terrestre peuvent être transférés dans le corps des officiers de réserve ingénieurs du matériel militaire.

En revanche, les autres officiers de réserve issus du corps interforces des ingénieurs des fabrications militaires doivent être transférés d'office dans leur force d'origine en vertu de la loi.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

.../...

"Article ...

Les officiers de réserve de la force terrestre issus du corps interforces des ingénieurs des fabrications militaires sont transférés dans le corps des officiers de réserve ingénieurs du matériel militaire".

Article 8.

Il y a lieu d'ajouter l'arrêté royal du 7 octobre 1976 aux modifications subies par l'arrêté royal du 8 juillet 1952.

Article 9.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Le présent arrêté produit ses effets le 21 août 1976".

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken.

OPSCHRIFT.

Noch in het ontwerp-koninklijk besluit, noch in het ontwerp-ministerieel besluit is sprake van aanwerving maar wel van aanvaarding in het korps van de officieren-ingenieurs van het militair materieel. De aanwerving van officieren is geregeld in de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst.

Het opschrift van het ontwerp moet dan ook als volgt worden geredigeerd :

"Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de aanvaarding en de opleiding van officieren-ingenieurs van het militair materieel".

AANHEF.

Het eerste lid van de aanhef moet vervallen; de daar genoemde tekst vormt niet de onmiddellijke rechtsgrond van het ontwerp.

*

.../...

Na het tweede lid van de aanhef moet het volgende lid worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 111, 1°".

Dat artikel levert de rechtsgrond op voor artikel 6, § 2, van het onderhavige ontwerp.

*

Het slot van het derde lid moet als volgt worden geredigeerd :

"gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1960, 7 januari 1964, 3 november 1964, 26 november 1970, 20 juli 1972, 27 maart 1974, 27 oktober 1976 en 24 juli 1977;".

*

Het vierde lid van de aanhef moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1976 houdende vaststelling van de officierenkorpsen van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst, inzonderheid op artikel 1, 9°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977".

*

.../...

Het vijfde lid van de aanhef moet worden aangevuld als volgt : "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1977".

ARTIKELEN.

Het opschrift van hoofdstuk I moet als volgt worden geredigeerd :

"Aanvaarding en opleiding van beroepsofficieren-ingenieurs van het militair materieel".

Artikel 1.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks, overeenkomstig het kader dat is vastgesteld voor het korps van de officieren-ingenieurs van het militair materieel, het aantal beroepsofficieren van de landmacht die als kandidaat-officieren-ingenieurs van het militair materieel kunnen worden aanvaard.

De Minister bepaalt de anciënniteit die vereist is in de graad van onderluitenant en, in voorkomend geval, de bijzondere voorwaarden voor toelating tot bepaalde betrekkingen".

.../...

Artikel 2.

Paragraaf 1 van dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. De lagere beroepsofficieren van de landmacht die uit de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School komen of houder zijn van één van de diploma's van burgerlijk ingenieur welke erkend zijn door de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, mogen zich kandidaat stellen als officier-ingenieur van het militair materieel".

In de Franse tekst van § 2 moet het woord "agrégation" worden vervangen door "agrément". Deze opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Artikel 3.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

De aanvaarde officieren moeten :

1° met goed gevolg een stage van twee jaar volbrengen in militaire technische inrichtingen, door de Minister van Landsverdediging aangewezen, of in een eenheid of een dienst die verband houdt met hun specialiteit.

...

2° op het einde van de stage slagen voor een examen over de ...".

.../...

Artikel 4.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

De officieren die voldaan hebben aan de voorwaarden van artikel 3, worden aan de Koning voorgedragen om te worden overgeplaatst naar het korps van de officieren-ingenieurs van het militair materieel.

De hoedanigheid van ingenieur van het militair materieel wordt hun door de Koning verleend".

Dit artikel zou beter op zijn plaats zijn na artikel 5.

Artikel 5.

Paragraaf 3 van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De aanvaarding wordt ingetrokken wanneer de officier zijn stage onderbreekt.

Wanneer de stage echter om gezondheidsredenen onderbroken is, kan de Minister van Landsverdediging de officier die erom verzoekt machtigen om zijn opleiding voort te zetten. Die machtiging wordt verleend op met redenen omkleed voorstel van de stafchef van de landmacht en op eensluidend advies van een militair geneesheer".

.../...

In het opschrift van hoofdstuk II moeten de woorden "werving van" vervallen.

Artikel 6.

In dit artikel vormt § 2 een overgangsbepaling die in hoofdstuk III moet komen na artikel 7.

Artikel 6 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

Het korps van de reserveofficiëren-ingenieurs van het militair materieel omvat :

1° ...;

2° ... in artikel 2, § 1, gestelde studievereiste voldoen, buiten de krijgsmacht een betrekking bekleden in werkplaatsen voor aanmaak van oorlogswapens, in buskruitfabrieken of in sommige gespecialiseerde fabrieken, en van ambtswege naar dat korps zijn overgeplaatst".

Het opschrift van hoofdstuk III leze men als volgt :

"Overgangs- en opheffingsbepalingen".

.../...

Artikel 7.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

De lagere beroepsofficieren van de landmacht die vóór 1 januari 1966 in de graad van onderluitenant benoemd zijn, aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, voldoen en zich in de loop van 1976 kandidaat hebben gesteld voor de wervingen van beroepsofficieren-ingenieurs der militaire fabrikaten, kunnen worden aanvaard als kandidaat-officieren-ingenieurs van het militair materieel.

De duur van de stage van die officieren bedraagt één jaar".

Zoals hiervoren is gezegd, moet na artikel 7 een artikel worden ingevoegd met de inhoud van artikel 6, § 2, van het ontwerp.

Krachtens artikel 111, 1°, van de wet van 13 juli 1976 kunnen alleen de reserveofficieren van de landmacht worden overgeplaatst naar het korps van de reserveofficieren-ingenieurs van het militair materieel.

Daarentegen moeten de andere reserveofficieren die uit het intermachtenkorps van de ingenieurs der militaire fabrikaten komen, krachtens de wet ambtshalve worden overgeplaatst naar hun oorspronkelijk krijgsmachtdeel.

.../...

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel ...

De reserveofficieren van de landmacht die uit het intermachtenkorps van de ingenieurs der militaire fabrikaten komen, worden overgeplaatst naar het korps van de reserveofficieren-ingenieurs van het militair materieel".

Artikel 8.

De wijzigingen welke het koninklijk besluit van 8 juli 1952 heeft ondergaan, moeten worden aangevuld met de vermelding van het koninklijk besluit van 7 oktober 1976.

Artikel 9.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 augustus 1976".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit :

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier.
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.